Dans Luttes écologiques et sociales dans le monde, *publié sous la direction de Daniel Tanuro et Michael Löwy (Textuel, 2021), les auteur·es et militant·es proposent un tour du monde de mobilisations collectives qui ont comme point commun d'allier défense des droits sociaux et de l'environnement. Dans la période contemporaine en effet, de telles luttes se sont développées aux quatre coins du monde, et en faire le récit invite à construire des alliances contre la destruction du vivant, articulant rouge et vert autour d'objectifs communs.*

Nous publions l'une des contributions de l'ouvrage consacré aux luttes contre les maladies industrielles au Japon. On trouvera par ailleurs ici un article de Daniel Tanuro qui emprunte largement à l'introduction du livre.

A Minamata, une lente convergence entre ouvriers, pêcheurs et malades contre les maladies industrielles[1]

Les luttes menées contre l'entreprise Chisso[2] à Minamata ont marqué de manière durable les rapports entre les courants les plus radicaux du syndicalisme et les mouvements de masse contre la pollution industrielle. Elles ont été le point de rencontre de formes traditionnelles de l'action syndicale avec des mobilisations nouvelles, notamment des actions judiciaires et une production artistique de longue durée. Leur impact dans la société

japonaise a été profond et durable.

L'usine chimique Chisso a été construite à Minamata (dans l'île méridionale de Kyūshū) en 1906. Comme bon nombre de capitalistes japonais de la première génération, le fondateur Shitagau Noguchi provenait d'une famille de samouraïs. Après avoir étudié l'ingénierie électrique à l'université impériale de Tokyo, il avait travaillé en Allemagne pour Siemens. De retour au Japon, il a décidé de construire une centrale hydraulique destinée à fournir de l'électricité aux mines de la région de Kagoshima. La quantité d'électricité produite dépassait la demande des mines. Noguchi estima que la même centrale pouvait alimenter une usine de carbure. Il se mit à la recherche d'un site à proximité de la centrale. Le choix de Noguchi finit par se porter sur Minamata, une petite ville dont les marais salins étaient à l'abandon en raison de la centralisation de la production du sel par l'Etat pour contribuer au financement de la guerre russo-japonaise. Dès 1908, des engrais chimiques constituent la production principale de la nouvelle usine. A partir de 1932, l'entreprise lance la production d'acétaldéhyde. Le procédé utilise du mercure comme catalyseur. Cette substance est rejetée massivement dans l'eau sous la forme de méthylmercure. Minamata est un port situé dans une baie aux eaux calmes de la mer intérieure Shiranui. La baie est bordée par plusieurs îles. Une partie importante de la population vivait de la pêche. De 1932 à 1966, les rejets de mercure s'accumuleront dans la baie.

Minamata passa du statut de village à celui de bourg et enfin de ville en fonction du développement de la production chimique : 20.000 habitants en 1921, 30.000 en 1941, 40.000 en 1948 et 50.000 en 1956 (George, p. 18). Il s'agissait d'une ville usine ou pour se référer à une expression japonaise d'une « ville sous l'usine »[3] dans la mesure où toute la vie urbaine était largement déterminée par les rapports sociaux de la production. Une partie de celle-ci était assurée par des salariés de l'entreprise, longtemps divisés en deux catégories ; une autre partie était sous-traitée à de plus petites entreprises. Le reste des activités de la ville tournaient en grande partie autour des tâches de reproduction de la main d'œuvre (production alimentaire, services divers, écoles, etc…). Hikoshichi Hashimoto qui avait introduit le procédé de fabrication de de l'acetaldehyde dirigea l'usine pendant la deuxième guerre mondiale. Il en devint le directeur pendant l'occupation américaine en 1950. Il exerça également quatre mandats comme maire de Minamata de 1950 à 1958 et de 1962 à 1970. Pendant la première période, il s'appuie sur le Parti socialiste japonais (PSJ) et le syndicat. A partir de 1962, il se tourne vers le Parti libéral-démocrate (PLD).

Une maladie de chats dansants ?

Les données concernant les premiers cas de la maladie de Minamata sont incertaines. Une recherche effectuée a posteriori sur des cordons ombilicaux d'habitants des abords de la mer Shiranui relève déjà des concentrations élevées de méthylmercure pour des personnes nées avant la deuxième guerre mondiale mais le pic de concentration se situe autour de 1955 pour Minamata et vers 1960 pour trois autres localités de la même baie. On observe une corrélation très nette entre le volume de production de l'acetaldéhyde et le niveau de concentration du méthylmercure (Yorifuji et al. p. 96).

Les premières observations ne sont pas le fait de médecins ou de toxicologues. Elles proviennent des habitants de la baie. En particulier, les pêcheurs rapportent d'étranges phénomènes à partir de 1949: des poissons semblent devenir fous. Ils remontent à la

surface et ne descendent plus. On peut les attraper à la main. Des corbeaux tombent en plein vol. Des oiseaux marins se laissent attraper sans résistance. A partir de 1953, on observe de curieux comportements parmi les chats, habitués à manger les poissons de la baie. Ils se mettent à danser en proie à de fortes convulsions. Dès le mois d'août 1954, un journal local rapporte les plaintes de pêcheurs d'un village de la zone. Privés de leurs chats, ils constatent la multiplication des souris. Du reste, en juin 1959, le directeur de l'hôpital de l'entreprise, le Dr Hosokawa entreprit une expérience avec 400 chats. Il effectua des prélèvements des rejets en différents endroits de l'usine et les mélangea à la nourriture des animaux. Dès octobre, les chats commencèrent à mourir. La direction de Chisso imposa le silence à Hosokawa qui démissionna en 1962. Ce n'est qu'en 1970, sur son lit de mort, qu'il se décida à révéler ce que l'expérience avait démontré. Ce témoignage joua un rôle essentiel dans le procès intenté par les victimes.

Les effets sur la santé humaine commencent à être observés vers le milieu des années cinquante. Les signes cliniques sont surtout neurologiques. En avril 1956, une petite fille de presque six ans est hospitalisée. Elle souffre d'ataxie (trouble de la coordination des mouvements) et difficultés d'élocution. Elle donne l'impression d'être en état d'ivresse. Sa sœur cadette qui a presque trois ans présente les mêmes symptômes. De nombreux patients souffrent de troubles visuels et auditifs, de convulsions. Dans certains cas, le coma convulsif peut entraîner le décès. Des effets irréversibles se développent à long terme avec notamment des paralysies motrices et des retards mentaux. Il s'agit de symptômes amplement documentés d'hydrargisme, c'est-à-dire d'une intoxication au mercure.

Pourtant, lorsque le centre de santé publique de Minamata forme un comité médical qui identifie rapidement trente cas parmi lesquels onze patients déjà décédés, la première explication proposée est celle d'une mystérieuse maladie infectieuse. En août 1956, les patients sont isolés. Ils souffriront pendant longtemps de discrimination. Peu après, des épidémiologistes de l'université de Kumamoto établissent le lien entre la maladie et le fait de manger des poissons de la baie. Ils recommandent une investigation sur les rejets de l'usine. Les autorités responsables de la santé publique tergiversent et se refusent à interdire la consommation de poissons de la baie.

Si l'hydrargisme est connu depuis l'antiquité romaine, Minamata va provoquer la découverte d'une autre conséquence des expositions au mercure. Il s'agit d'une maladie congénitale liée à l'absorption par le fœtus de méthylmercure. Les symptômes sont ceux d'une paralysie cérébrale. Ils peuvent inclure également un retard intellectuel, des troubles des réflexes, des problèmes de coordination et de croissance.

Il faudra douze ans pour que le gouvernement japonais finisse par reconnaître la « maladie de Minamata » par une déclaration publiée en 1968. L'ensemble du travail d'expertise a été biaisé par des interventions constantes du Ministère du commerce international et de l'industrie (MITI) et de Chisso destinées à semer le doute et freiner l'adoption de mesures de prévention efficace. Depuis 1969, pour être indemnisés, les patients (ou leurs ayants-droit) doivent être certifiés par un organisme composé de médecins qui transmet sa décision au gouverneur de la préfecture concernée. Les critères établis pour la certification ont varié dans le temps mais ils sont toujours restés très restrictifs. En 2019, environ 3000 personnes avaient été indemnisées. En parallèle, sur la base d'une proposition gouvernementale formulée en 1995-96, environ 10.000 personnes présentant des symptômes ont reçu une somme forfaitaire de Chisso. Cette somme était considérée comme une aide n'entraînant aucune reconnaissance de responsabilité. Elle représente environ 25.000 €. C'est, en quelque sorte, le prix du silence…

Des combats disjoints…

Le conflit entre l’usine et les pêcheurs remonte aux années vingt. Dès 1926, la coopérative de pêcheurs avait obtenu un dédommagement de la part de Chisso en raison des conséquences de la pollution sur la pêche. L’accord ne reconnaissait aucune responsabilité de l’entreprise. Il s’agissait d’un payement de compassion. Les pêcheurs renonçaient à toute demande ultérieure de compensation. Néanmoins, en janvier 1943, en pleine guerre mondiale, la coopérative des pêcheurs obtient une nouvelle indemnisation.

A partir du début des années cinquante, la pêche chute de manière drastique. Les prises de 1954 ne représentent que 60% de la moyenne entre 1950 et 1953. Elles descendent à 38% en 1955, 21% en 1956 et 9% en 1957.

Le conflit entre dans une phase aigüe le 6 août 1959. Quatre cents pêcheurs entrent de force dans l’usine pour obliger le directeur à négocier. Au cours des journées suivantes, les pêcheurs reviennent. Un affrontement intervient le 17 août : deux employés et un pêcheur sont blessés. La police expulse les pêcheurs de l’usine. Ceux-ci s’installent dans des tentes devant l’usine. Des incidents violents se produisent à diverses reprises. Un accord est passé avec la coopérative de pêcheurs de Minamata. Les indemnités obtenues ne concernent que la baisse de la production. Rien n’est prévu pour les maladies.

Le conflit reprend quelques mois plus tard à l’initiative de pêcheurs d’autres villages de la mer Shiranui. En décembre 1959, le nouvel accord inclut une modeste indemnisation pour les 78 malades reconnus mais ces derniers, qui ont formé une association depuis 1957, sont exclus de la négociation de l’accord.

Le conflit de 1959 est marqué par le morcellement des forces qui s’opposent à la direction de Chisso. Les pêcheurs sont à l’offensive. Une société d’aide mutuelle a été créée par une partie des victimes en août 1957 mais ses premières années sont très difficiles. Il y a un véritable ostracisme à l’égard des malades et des familles auxquels on reproche de jeter le discrédit tant sur l’entreprise que sur la pêche. Le syndicat des travailleurs de l’usine reconnaît les torts de la direction mais il condamne la violence des pêcheurs. Cette attitude ambigüe s’exprime dans une lettre signée par 3400 membres du syndicat qui demande au préfet de ne pas fermer l’usine, invitent la direction à négocier avec les pêcheurs et proposent d’installer des équipements pour traiter les rejets. Pour leur part, les pêcheurs centrent le combat sur l’indemnisation de la perte économique liée à la réduction des prises. Ils placent la question des maladies à l’arrière-plan. Ils ne veulent pas développer des inquiétudes en ce qui concerne la consommation de leurs poissons.

Un syndicalisme de combat qui se transforme

L’absence de soutien du syndicat aux pêcheurs et sa passivité à l’égard de la maladie de Minamata ne s’expliquent pas par le clivage entre collaboration de classes et combativité

ouvrière. Le syndicat de Chisso a été créé en 1946 dans une conjoncture de montée du mouvement ouvrier au lendemain de la défaite militaire du Japon. Il a subi la « purge rouge » impulsée par les occupants américains en 1950. 25 ouvriers de Chisso avaient alors été licenciés. Dès l'année suivante, le syndicat se réorganise et adhère à la Gōka Roren, la fédération de la chimique de la nouvelle centrale Sōhyō, proche du Parti socialiste japonais (PSJ) qui a joué un rôle particulièrement dynamique après l'affaiblissement profond du syndicalisme communiste vers 1950. Sōhyō est loin de limiter l'action syndicale aux seules revendications économiques dans les entreprises. Elle occupe un rôle de premier plan dans la lutte contre l'alliance entre le Japon et les Etats-Unis et dans les mobilisations contre la bombe atomique. A Chisso, le syndicat a mené une grève de 40 jours en 1953 pour combattre la discrimination entre *kōin* (ouvriers payés à la journée, sans garantie d'emploi) et *shain* (employés payés au mois, avec des garanties d'emploi). Cette combativité réelle reste cependant entravée par la défense de l'emploi. Le syndicat n'est pas indifférent aux questions de santé au travail qui apparaissent comme une menace immédiate : il agit contre les nombreuses explosions. Il néglige les effets à long terme et, lorsque les pêcheurs entameront la lutte en 1959, il se contente d'un soutien vague et symbolique tout en déplorant la violence des pêcheurs.

Le tournant dépendra de deux facteurs. L'un est interne et concerne l'évolution de l'entreprise et des relations industrielles en son sein. L'autre est beaucoup plus global. Il s'inscrit dans l'histoire sociale du Japon des années 60 et 70 avec l'émergence de formes nouvelles de combativité populaire largement autonome par rapport aux organisations existantes tant au plan syndical que politique.

La situation dans l'entreprise est elle-même liée à l'évolution de l'industrie chimique japonaise. Au début des années 60, le MITI recommande une réorientation qui accorde la priorité à la pétrochimie par rapport à l'électrochimie. Il s'agit de réduire l'importance du charbon (produit dans l'archipel à un coût relativement élevé) au profit du pétrole importé à bas prix. Paradoxalement, l'entreprise Chisso n'utilise pas de charbon comme source d'énergie puisqu'elle est alimentée par un barrage hydroélectrique. Mais le tournant proposé par le MITI n'a rien d'écologique. Il s'agit de réorganiser l'industrie chimique japonaise en fonction de sa capacité compétitive au niveau mondial. Des liens étroits se nouent entre le syndicat de Chisso et celui des mineurs de Miike[4] qui constituent le secteur ouvrier le plus combatif de la région. Ils mèneront des grèves très dures entre 1960 et 1962. En 1963, ils seront affectés par une terrible explosion qui fait 458 morts. La majorité des décès ne sont pas dus à l'explosion mais à une intoxication par le monoxyde de carbone. Des centaines d'autres mineurs survivent avec des lésions cérébrales dues au monoxyde carbone. Les carences des mesures prévues pour organiser les premiers secours ont joué un rôle décisif dans ce massacre. Le groupe Mitsui auquel appartenait la mine ne considérait pas opportun de faire des investissements pour la sécurité dans un site considéré comme peu rentable et voué à la fermeture.

En 1962-63, le syndicat se lance dans une grève de grande ampleur. Dans le cadre des négociations salariales liées à « l'offensive de printemps » de 1962, la direction propose des augmentations dérisoires assorties d'une clause de paix sociale. Cela impliquerait la perte de l'indépendance du syndical par rapport à l'entreprise qui s'apprête à lancer un plan de rationalisation. La grève éclate le 2 juillet 1962. Le 23 juillet, elle se transforme en grève illimitée en réponse à un lock-out patronal. La direction suscite la création d'un « deuxième syndicat » dont les responsables sont principalement des contremaîtres et des employés administratifs. Cette manœuvre est la copie de ce qui s'était passé à la mine de Miike en mars 1960. Le deuxième syndicat relance la production tandis que le premier

syndicat assiège l'usine. Le conflit dure 183 jours. Il divise profondément la ville et entraîne une solidarité nationale. Des affrontements opposent régulièrement les grévistes aux jaunes appuyés par la police. Les mineurs de Miike viennent prêter main forte aux ouvriers de Chisso. Cette bataille locale reflète un affrontement qui se livre dans tout le pays entre les adeptes d'un syndicalisme de la coopération qui s'engage en faveur d'une rationalisation de la production et le syndicalisme militant. La grève s'achève par une défaite. Le plan de réduction des effectifs est mis en œuvre. Cette situation de faiblesse contribuera à rapprocher les ouvriers des malades. Pendant les années qui suivent la grève, la jeune génération ouvrière défend sa dignité contre les humiliations quotidiennes subies dans le processus de travail. Cette micro-conflictualité renforce l'indépendance à l'égard de l'entreprise.

Entre 1963 et 1968, les ouvriers de Chisso se rapprochent des malades en prenant conscience que la direction de l'entreprise les traite avec le même mépris. En dehors de l'usine, de nombreuses initiatives s'amorcent pour faire connaître la maladie, organiser les victimes et se mobiliser pour arrêter des rejets de mercure dans les eaux.

Cette expérience locale d'une immense richesse est en phase avec des évolutions plus profondes dans le pays. Depuis 1960, une multitude d'organisations autonomes se développent en dehors des deux grands partis qui incarnaient la tradition du mouvement ouvrier : le Parti socialiste japonais et le Parti communiste japonais. Cette « nouvelle gauche » est très hétérogène. Elle privilégie le travail en réseau plutôt que la création d'organisations centralisées. Elle rejette le substitutionnisme. Comme le relève avec pertinence Paul Jobin en analysant le rôle de Michiko Ishimure, une des personnes qui a joué un rôle essentiel pour l'alliance entre ouvriers et malades, « elle entend se tenir à leurs côtés de la même façon que les *kuroko*[5] assistent les acteurs dans le théâtre Kabuki, ou les *koken* dans le Nô ».

Cet air nouveau se reflète aussi dans la création en 1965 du *Beheiren*, appellation abrégée de la Ligue citoyenne pour la paix au Vietnam. L'adhésion de nombreux jeunes ouvriers, issus généralement des courants de gauche au sein de Sōhyō s'appuiera sur un sentiment de proximité, presque d'identité entre l'exploitation au Japon et la guerre meurtrière menée par les Etats-Unis en Asie du Sud-Est. Paul Jobin résume cette représentation : « En mobilisant à la fois contre les accidents du travail, contre l'essence au plomb et contre la guerre du Vietnam, ces jeunes dénoncent l'hypocrisie d'une manipulation lexicale : les 'marchands de canon' qui mettent de l'huile sur le feu vietnamien prônent l'harmonie sociale au Japon » (p. 334).

Le tournant de 1968

En janvier 1968, une jonction s'opère entre les malades de Minamata et ceux de Niigata, une ville située sur l'île de Honshu, au bord de la mer du Japon. Il s'y trouve une entreprise, la Shōwa Denkō qui déverse du mercure issu d'un procédé de production analogue à celui de Chisso. Les victimes de Niigata se sont lancés dans des actions judiciaires à partir de 1967. Suite à ces contacts, une Assemblée citoyenne pour parer la maladie de Minamata est constituée. Une dizaine d'ouvriers du premier syndicat y prennent part.

Le 30 août, le syndicat adopte une « déclaration de honte ». Il fait son autocritique pour la

passivité à l'égard de la maladie et souligne la complémentarité de la lutte ouvrière et de celle contre les déchets industriels nocifs. Il ne s'agit pas d'une simple déclaration. La veille, le syndicat était passé à l'action directe en bloquant l'exportation vers la Corée du Sud de 100 tonnes de déchet contenant du mercure.

L'engagement dans la lutte contre la pollution va radicaliser le syndicat et l'ouvrir à des coopérations multiples avec les mouvements populaires qui se développent dans un contexte où la maladie de Minamata devient une affaire nationale.

Une grève d'un jour contre la pollution est organisée par le premier syndicat en mai 1970. La profondeur de la rupture intervenue avec l'esprit d'entreprise se manifestera surtout par la participation active de travailleurs du premier syndicat dans les procès intentés par les victimes contre Chisso. Ce fut un événement exceptionnel au Japon de voir des salariés témoigner contre leur direction dans un procès intenté par des personnes extérieures à l'usine. L'un d'entre eux révéla comment la direction avait mis en place une installation de filtrage factice pour faire croire qu'elle assainissait les eaux avant de les rejeter dans l'environnement. D'autres témoignages mirent en avant le lien entre l'absence de sécurité au travail (les nombreuses explosions) et la manière cynique de traiter l'environnement. Kama Kinsaku, un des ouvriers qui avaient témoigné devant le tribunal, insista sur la transformation que cela impliquait : « Nous avons acquis une indépendance complète envers l'entreprise en tant qu'ouvriers. C'est-à-dire que nous, qui n'arrivions pas à nous défaire d'une mentalité d'entreprise, nous sommes parvenus à ce changement énorme qu'est une conscience ouvrière » (Cité et traduit par Paul Jobin, p. 218).

La réactivation du passé

Les formes de lutte se diversifient et empruntent de nombreux éléments aux mobilisations massives contre la guerre du Vietnam. Elles favorisent aussi la redécouverte des combats menés pendant la première phase accélérée de développement du capitalisme au Japon à l'ère Meiji[6]. Une des luttes les plus importantes de cette époque a remis en cause les terribles pollutions environnementales de la mine d'Ashio[7]. On retrouve au Japon, les mêmes tendances que dans d'autres parties du monde. Les premières luttes ouvrières sont partagées entre l'objectif d'une amélioration des conditions du salariat et le rejet de l'industrialisation dans ses conséquences désastreuses tant sur les conditions de vie et la santé des salariés que sur l'environnement. A Ashio, la rencontre ne s'est jamais vraiment produite sur le terrain. Une première phase de lutte oppose les populations paysannes à la mine pendant les deux dernières décennies du XIXe siècle. En 1907, les mineurs se lancent dans une grève qui tourne à l'émeute et exerce une profonde influence sur l'ensemble du mouvement ouvrier. Le Japon en ébullition des années 70 redécouvre avec enthousiasme les œuvres de Shōzō Tanaka. Ce député avait joué un rôle important dans les mobilisations autour d'Ashio. Sa pensée s'est nourrie de différents courants critiques du confucianisme et des traditions de rébellion populaire du Japon médiéval.

Quel bilan ?

La lutte des victimes de Minamata se poursuit d'un procès à l'autre tandis que la municipalité et Chisso s'affichent comme des partisans exemplaires d'un capitalisme vert. Au-delà des enjeux concrets de l'indemnisation, Minamata a constitué une expérience exceptionnelle où les classes subordonnées ont remis en cause l'ordre capitaliste. Une des caractéristiques du mouvement a aussi été la richesse de ses manifestations culturelles. Celles-ci sont produites en grande partie dans des projets de longue de plusieurs années, voire de quelques décennies au cours desquels les artistes réalisent une véritable immersion dans les mobilisations populaires. Qu'il s'agisse de la photographie, du cinéma, du théâtre ou de la littérature, toute une génération a été marquée par les visages, les témoignages, les manières de parler des protagonistes. Des traditions anciennes sont ravivées pour développer la solidarité comme la compagnie de théâtre Chikyūza qui effectue un pèlerinage du siège de Chisso à Tokyo jusqu'à Minamata pour présenter une pièce sur la lutte. Les acteurs portaient la tenue blanche des pèlerins. Les photos de Shisei Kuwabara, terribles et empreintes d'une grande décence, ont rendu familiers les corps des victimes. Son travail s'est poursuivi pendant six décennies. C'est son premier livre de photos qui a décidé le photographe Eugene Smith à s'installer à Minamata et à rendre compte à son tour de cette lutte. Dans le domaine du cinéma, c'est le travail de Noriaki Tsuchimoto qui se déroule avec une continuité exceptionnelle. Entre 1971 et 1999, il a réalisé plus de 10 documentaires sur les luttes autour de Minamata. Une des caractéristiques de ce foisonnement a été de placer les artistes dans une situation où ils prenaient part aux mobilisations, s'engageaient à long terme et menaient leur travail en captant l'énergie collective d'une communauté en lutte.

Cette créativité contraste avec la tentative onusienne de figer Minamata comme une sorte d'icône dans le patrimoine du « développement durable ». En octobre 2013, une convention de Minamata a été adoptée à Kumamoto sous l'égide du Programme des Nations Unies pour l'Environnement[8]. Elle concerne le mercure. Si le nom symbolique est justifié, le contenu de la convention reste décevant. En particulier, elle continue à autoriser le commerce international du mercure destiné à de petites mines d'or et elle est très peu contraignante en ce qui concerne les rejets de mercure par des mines de charbon.

Aujourd'hui, Minamata reste une référence essentielle au Japon pour une jonction entre les revendications concernant la santé au travail et la défense de l'environnement. Si la gauche syndicale a été considérablement affaiblie, il existe un syndicalisme territorial de réseau dont l'action s'inscrit en rupture avec le modèle de syndicats d'entreprise. Connu sous le nom de « community union », il mobilise les couches les moins représentées par le syndicalisme traditionnel : précaires, immigrés, femmes, main d'œuvre de la sous-traitance.

*

Laurent Vogel est chercheur associé à l'Institut syndical européen (ETUI).

Illustration : https://www.japantimes.co.jp

Notes

[1] La source principale sans laquelle ce texte n'existerait pas est le livre de Paul Jobin*, Maladies industrielles et renouveau syndical au Japon*, Paris : Ed. de l'EHESS, 2006. Je me suis aussi appuyé sur T.S. George, Minamata. *Pollution and the struggle for democracy in post-war Japan,* Cambridge: Harvard University Press, 2001 et Yorufuji, Tsuda et Harada, "Minamata disease: a challenge for democracy and justice", in: *European Environment Agency, Late lessons fromearly warnings: science, precaution, innovation*, Copenhague : EEA, 2013, pp. 92-120.

[2] Par souci de concision, il sera question dans cette article de l'entreprise Chisso. Depuis la création de l'usine Nihon Kâbaido à Minamata, l'entreprise a connu plusieurs transformations. Entre 1908 et la seconde guerre mondiale, la société Nichitsu forme un conglomérat important qui participe à l'expansion japonaise en Corée, en Chine et en Asie du Sud-Est. Entre 1950 et 2012, l'entreprise était connue sous la forme abrégée de Shin Nichitsu. Le président de la société à l'époque des luttes contre la pollution était Yukata Egashira, le grand-père maternel de l'actuelle impératrice consort du Japon. Réorganisée en 2012 sous la dénomination Japan New Chisso, elle poursuit une activité industrielle à Minamata en produisant des matériaux électroniques.

[3] Dans l'histoire médiévale japonaise, de nombreuses villes ont été créées « sous le château » (jôkamachi). Le processus d'urbanisation a concentré des activités économiques (commerce, artisanat) sous la protection et le contrôle des demeures seigneuriales.

[4] La mine de Miike a été fermée en 1997. La grève des mineurs de Miike en 1960 avait duré 312 jours et elle avait mis en évidence la volonté du patronat japonais de favoriser le développement d'un syndicalisme de collaboration de classe. Voir : J. Prive (1991), "The 1960 Miike Coal Mine Dispute : a Turning Point for Adversarial Unionism in Japan", *Bulletin of Concerned Asian Scholars*, 23:4, pp. 30-43.

[5] Les *kuroko* remplissent de multiples fonctions dans les représentations du *kabuki*. Leur vêtement entièrement noir signifie qu'ils sont invisibles même si le spectateur n'ignore rien de leur présence. Ils déplacent les accessoires, changent les décors, aident les acteurs à changer de vêtement. Ils peuvent aussi tenir des rôles d'animaux.

[6] L'ère Meiji (1868-1912) est une époque de réformes anti-féodales qui voit apparaître un Etat centralisé et joue un rôle décisif dans le développement du capitalisme au Japon.

[7] Sur l'importance de la lutte à Ashio et le rôle de Shōzō Tanaka, voir J.F. Souyri, *Moderne sans être occidental. Aux origines du Japon d'aujourd'hui*, Paris : Gallimard, 2016.

[8] Cette convention est entrée en vigueur le 16 août 2017.